

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/C.5/34/56
29 novembre 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session
CINQUIÈME COMMISSION
Points 98 et 106 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1980-1981

RÉGIME DES PENSIONS DES NATIONS UNIES

Incidences administratives et financières du rapport du Comité mixte
de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153
du règlement intérieur de l'Assemblée générale

1. Le secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies fournit certains services au Comité des pensions du personnel de l'ONU. En reconnaissance de ces services, le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies couvre un tiers du coût des postes permanents du secrétariat de la Caisse.
2. Le budget d'administration proposé pour 1980 par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui figure à l'annexe III de son rapport à l'Assemblée générale à la présente session 1/, prévoit la création de cinq nouveaux postes permanents (un P-4, un G-5 et trois G-3/4) et le reclassement d'un G-4 en G-5. En outre, au titre des crédits additionnels demandés pour 1979, le Comité mixte a demandé le reclassement de trois postes : deux de P-4 à P-5 et un de P-3 à P-4. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, dans son rapport sur le régime des pensions 2/, a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver cette demande; toutefois, le Comité consultatif n'appuie pas les propositions du Comité mixte concernant deux des postes G-4/3 demandés pour 1980 et le reclassement du poste P-3 en P-4 en 1979.
3. Dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981, un crédit de 1 030 100 dollars (500 000 pour 1980 et 530 100 pour 1981) a été demandé

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 9 (A/34/9, annexe III, tableau 1).

2/ A/34/721, par. 57, 61, 62 et 64.

à titre de participation de l'Organisation des Nations Unies au coût du secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel. Ce montant comprenait également 6 000 dollars pour 1980 et 6 400 dollars pour 1981, sommes qui représentent la participation de l'Organisation des Nations Unies au coût des sessions du Comité mixte.

4. Le montant estimatif des dépenses d'administration pour 1980, se rapportant aux postes permanents et aux dépenses communes de personnel, tel qu'il figure dans le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et qu'il a été modifié par le Comité consultatif, est de 1 140 500 dollars, représentant les deux tiers du coût total de ces deux postes de dépense. La part correspondante de l'Organisation des Nations Unies (un tiers du total) est donc de 370 300 dollars, soit une augmentation de 76 300 dollars par rapport au montant demandé à cette fin dans le projet de budget-programme du Secrétaire général pour 1980-1981. Si on applique le taux d'inflation de 6 p. 100, applicable à New York pour 1981, l'augmentation correspondante prévue pour 1981 est de 80 900 dollars. Ainsi, le montant total du crédit supplémentaire nécessaire pour 1980-1981 serait de 157 200 dollars.

5. Au chapitre 31 (Contributions du personnel) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981, le Secrétaire général a proposé qu'on ait désormais recours au système appliqué au remboursement des impôts dus par le personnel des Nations Unies financé par le budget ordinaire pour libérer la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, entre autres, de la nécessité de prévoir dans son propre budget un montant pour le remboursement des impôts nationaux. Les ressources nécessaires de ce fait au titre des contributions du personnel correspondent aux postes demandés par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, après modifications du Comité consultatif, sont indiquées ci-après.

6. Au cas où l'Assemblée générale approuverait les prévisions de dépenses d'administration figurant dans le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, après modifications du Comité consultatif, les crédits supplémentaires suivants seraient nécessaires pour l'exercice biennal 1980-1981.

	<u>Dollars</u>
Chapitre 1 : Contributions au Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	157 200
Chapitre 31. Contributions du personnel	120 000
Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel	(120 000)
	<u>157 200</u>
